

L.N. XII. 2. (7)

[Communiqué au Conseil, aux Membres de la Société des Nations ainsi qu'aux Etats non membres invités à la Conférence ou auxquels le Conseil a communiqué copie.]

N° officiel: **C. 588. M. 274.** 1933.XII.

Genève, le 19 octobre 1933.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Conférence pour faciliter la circulation internationale
des films ayant un caractère éducatif.

(Genève, 5-11 octobre 1933)

CONVENTION

POUR

**FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE
DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF**

LEAGUE OF NATIONS

Conference for facilitating the International
Circulation of Films of an Educational Character

(Geneva, October 5th-11th, 1933)

CONVENTION

FOR

**FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION
OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER**

Série de Publications de la Société des Nations
XII.B. BUREAUX INTERNATIONAUX
1933. XII.B. 1.



CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF

.....

Convaincus qu'il y a un grand intérêt à faciliter la circulation internationale des films éducatifs de tous ordres, qui contribuent à la compréhension mutuelle des peuples conformément aux buts de la Société des Nations et favorisent ainsi le désarmement moral ou qui constituent des moyens particulièrement efficaces de progrès physique, intellectuel et moral;

Constatant que les films éducatifs sont insuffisamment connus et que leur diffusion internationale se heurte encore à de nombreuses difficultés;

Considérant que les droits de douane sont fréquemment une entrave sérieuse à la production et à la circulation de ces films, sans qu'il en résulte des avantages financiers appréciables pour les Etats,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

.....

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

La présente Convention s'applique aux films qui visent, selon des méthodes didactiques, un but éminemment éducatif international, et rentrent dans l'une des cinq catégories suivantes:

- a) Les films destinés à faire connaître l'œuvre et les buts de la Société des Nations ainsi que des autres organisations internationales reconnues généralement par les Hautes Parties contractantes;
- b) Les films conçus en vue de l'enseignement à tous les degrés;
- c) Les films pour la formation et l'orientation professionnelle, y compris les films de technique industrielle ainsi que les films pour l'organisation scientifique du travail;
- d) Les films de recherches scientifiques ou techniques, ou de vulgarisation scientifique;
- e) Les films d'hygiène, d'éducation physique, de prévoyance et d'assistance sociale.

CONVENTION FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER

.....

Convinced that it is highly desirable to facilitate the international circulation of educational films of every kind, which contribute towards the mutual understanding of peoples, in conformity with the aims of the League of Nations and consequently encourage moral disarmament or which constitute especially effective means of ensuring physical, intellectual and moral progress;

Noting that educational films are insufficiently known and that their international circulation encounters numerous difficulties;

Considering that Customs duties often constitute a serious obstacle to the production and circulation of these films and that States do not obtain any appreciable compensating financial advantage:

Have appointed as their Plenipotentiaries the following:

.....

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article I.

The present Convention shall apply to films which, based on didactic methods, have eminently international educational aims and fall within one of the five following categories:

- (a) Films designed to supply information with regard to the work and aims of the League of Nations and other international organisations which are generally recognised by the High Contracting Parties;
- (b) Films intended for use in education of all grades;
- (c) Films intended for vocational training and guidance, including technical films relating to industry and films relating to scientific management;
- (d) Films dealing with scientific or technical research or designed to spread scientific knowledge;
- (e) Films dealing with health questions, physical training, social welfare and relief.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que les dispositions de l'article premier s'appliquent aux films éducatifs se présentant sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- a) Négatifs impressionnés, développés;
- b) Positifs impressionnés, développés.

La présente Convention s'applique également à toutes les formes de reproduction du son, telles que les disques complémentaires du film et films acoustiques.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'exemption de tous droits de douane et de toutes taxes accessoires, de quelque nature qu'ils soient, pour l'importation définitive ou temporaire, le transit et l'exportation des films ayant un caractère éducatif international, produits par des entreprises ou institutions établies sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

Cette exemption ne s'applique pas aux droits qui pourraient être imposés en vue de couvrir les dépenses entraînées par la présentation d'un film à l'autorité nationale conformément à l'article V.

Elle ne s'applique non plus aux autres droits frappant, dans tous les cas, l'importation de marchandises, alors même qu'il s'agit de marchandises exemptées de droits de douane, quelle que soit l'origine ou la nature des marchandises, par exemple, les droits de statistique et de timbre.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à ne pas soumettre les films exempts de droits de douane aux termes de la présente Convention à des taxes intérieures, autres ou plus élevées, ou à des règles, formalités et mesures de vente, de circulation ou de toute nature, autres que celles auxquelles sont assujettis les films éducatifs produits dans le pays.

Article IV.

Tout film, y compris toute forme complémentaire de reproduction de son, pour lequel l'admission en franchise serait demandée conformément à la présente Convention sera soumis, pour examen, à l'Institut international du Cinématographe éducatif, qui, s'il reconnaît que le film présente un caractère éducatif international, au sens de l'article premier, délivrera un certificat à cet effet sous la forme indiquée dans le règlement d'exécution visé à l'article XIII.

Si une des Hautes Parties contractantes considère qu'un film pour lequel un certificat a été délivré par l'Institut international du Cinématographe éducatif ne correspond pas aux stipulations de l'article premier, elle pourra, en exposant ses raisons, demander un second examen du film. L'Institut retirera le certificat si les raisons données par la Partie contractante en question lui paraissent justifiées.

Article V.

Sur présentation de ce certificat et dans le cas où l'exemption de droits de douane n'est pas d'ores et déjà accordée par la législation intérieure, la douane ou les autres services intéressés du pays dans lequel on désire importer le film, accorderont les facilités nécessaires pour la présentation du film à l'autorité nationale qui a qualité pour décider s'il y a lieu d'admettre le film en franchise.

L'autorité nationale compétente est seule qualifiée pour se prononcer sur la question de savoir si, eu égard au système pédagogique du pays, le film doit être considéré comme éducatif d'un point de vue national et de ce fait admis en franchise, conformément à la présente Convention.

L'autorité nationale notifiera sa décision à l'Institut international du Cinématographe éducatif.

La décision prise à cet égard pourra donner lieu, conformément à l'article VI, à un échange de vues entre les pays intéressés.

Article VI.

Dans le cas où les autorités du pays importateur refusent l'admission en franchise d'un film en contestant le caractère éducatif du film d'un point de vue national, le gouvernement du pays où est établie l'entreprise ou l'institution productrice du film peut, s'il estime avoir, pour des raisons d'ordre culturel national, un intérêt à la diffusion du film, adresser une demande amicale au pays importateur. Les deux gouvernements examineront ensemble la question et, ce faisant, profiteront, dans toute la mesure possible, de l'avis de l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the preceding paragraph apply to educational films in either of the following forms:

- (a) Negatives, exposed and developed;
- (b) Positives, printed and developed.

The present Convention applies equally to all forms of sound reproduction such as gramophone records supplementary to the film and acoustic films.

Article III.

The High Contracting Parties undertake to accord, within six months from the coming into force of the present Convention, exemption from all Customs duties and accessory charges of any kind in respect of the importation, permanent or temporary, transit and exportation of films of an international educational character produced by concerns or institutions established in the territory of one of the High Contracting Parties.

This exemption does not apply to such charges as may be imposed for the purpose of defraying any expenses incurred in connection with the submission of a film to the national authority under Article V.

Neither does it apply to such other charges as are made in all cases on the importation of goods, even when the latter are exempt from Customs duty, and irrespective of their origin or nature, as, for example, statistical fees and stamp duties.

The High Contracting Parties further undertake not to subject the films exempted from duty under the Convention to internal taxes other or higher than, or to rules, formalities or any treatment (relating to sale, circulation or other matters) different from, those to which educational films produced in the country concerned are subject.

Article IV.

Every film, including any form of sound reproduction supplementary to it, for which exemption from Customs duties is to be claimed in accordance with the present Convention, shall be submitted to the International Educational Cinematographic Institute for examination, and the Institute, if satisfied that the film is of an international educational character within the meaning of Article I, shall issue a certificate to that effect in the form shown in the Executive Regulations mentioned in Article XIII.

If one of the High Contracting Parties considers that a film for which a certificate has been issued by the International Educational Cinematographic Institute is not in conformity with the clauses of Article I, it may ask that the film be submitted for a second examination, stating its reasons for the request. The Institute will withdraw the certificate if it considers that the reasons stated are adequate.

Article V.

On presentation of such certificate and where exemption from Customs duty is not already given by internal legislation, the necessary facilities for the submission of the film to the national authority competent to grant exemption from Customs duties shall be accorded by the Customs or other departments concerned of the country into which it is desired to import the film.

The decision of the competent national authority as to whether, having regard to their educational system, the film is to be accepted as educational from a national point of view and thus entitled to exemption from Customs duties in accordance with the present Convention shall be final.

The national authority will communicate its decision to the International Educational Cinematographic Institute.

The decision may form the subject of friendly conversation between the countries concerned, as provided for in Article VI.

Article VI.

If the authorities of the importing country refuse to grant exemption from Customs duties to a film because they do not admit its educational character from the point of view of their country, the Government of the country where the concern or institution which has produced the film is established may, if it considers that it has an interest in the circulation of the film on national culture grounds, make friendly representations to the Government of the importing country. The two Governments shall consult together on the question, and in so doing they shall take full advantage of the advice of the International Educational Cinematographic Institute.

Article VII.

L'Institut international du Cinématographe éducatif établira le plus tôt possible et publiera périodiquement un catalogue des films pour lesquels il aura délivré un certificat conformément à l'article IV.

Ce catalogue fera mention également des décisions qui auront été prises par les autorités compétentes des pays auxquels l'importation aura été demandée. Il sera publié dans les cinq langues officielles de l'Institut (allemand, anglais, espagnol, français, italien); il reproduira pour chaque film les renseignements contenus dans les certificats; et il sera communiqué aux gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Lesdites Parties s'engagent à favoriser, par les moyens qui leur paraîtront les plus efficaces, la diffusion du catalogue publié par l'Institut.

Article VIII.

Rien, dans la présente Convention, ne portera atteinte au droit des Hautes Parties contractantes d'exercer la censure des films conformément à leur propre législation ou de prendre des mesures de prohibition ou de limitation à l'importation ou au transit desdits films, pour des raisons de sûreté ou d'ordre publics.

Article IX.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en signant la Convention ou en y adhérant, se réserver le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

Toute Partie contractante qui fera usage du droit qu'elle se serait réservé devra indiquer les raisons de son attitude à l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Ces raisons seront communiquées par l'Institut international du Cinématographe éducatif aux gouvernements des Etats Parties à la Convention.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à rechercher entre elles les moyens de réduire au minimum les restrictions qui pourraient entraver la circulation internationale des films éducatifs visés à l'article premier.

Article XI.

Les différends concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, exception faite pour les dispositions des articles V, VIII et IX, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Si les Hautes Parties contractantes entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'entre elles ne sont pas parties au Protocole portant la date du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacune d'elles, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes feront connaître à l'Institut international du Cinématographe éducatif, dans les six mois qui suivront la mise en vigueur sur leur territoire de la présente Convention :

- a) Les autorités qualifiées pour accorder, conformément à l'article V, l'admission en franchise des films éducatifs;
- b) Les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention.

L'Institut international du Cinématographe éducatif communiquera aux Hautes Parties contractantes les renseignements prévus aux alinéas a) et b) de cet article.

Article XIII.

Le Conseil d'administration de l'Institut international du Cinématographe éducatif arrêtera un règlement concernant la procédure d'exécution de la présente Convention, ainsi que les droits à percevoir par l'Institut pour la délivrance des certificats prévue à l'article IV et pour la publication du catalogue visé à l'article VII. Ce règlement, y compris le modèle du certificat et les droits à percevoir, sera soumis pour approbation au Conseil de la Société des Nations.

Article XIV.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signée jusqu'au 11 avril 1934 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

Article VII.

The International Educational Cinematographic Institute shall prepare as soon as possible and periodically publish a catalogue of the films to which it has issued a certificate in accordance with Article IV.

The catalogue shall also state the decisions taken by the competent authorities of the countries into which importation has been sought. It shall be published in the five official languages of the Institute (English, French, German, Italian and Spanish) and shall reproduce in respect of each film the information contained in the certificates. It shall be communicated to the Governments of the High Contracting Parties.

The said Parties undertake to encourage, by such means as appear to them to be the most effective, the circulation of the catalogue published by the Institute.

Article VIII.

Nothing in the present Convention shall affect the right of the High Contracting Parties to censor films in accordance with their own laws or to adopt measures to prohibit or to limit the importation or transit of films for reasons of public security or order.

Article IX.

Each High Contracting Party to the present Convention, when signing or acceding to it, may reserve the right to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin.

Each High Contracting Party making use of this reserved right must indicate the reasons for its attitude to the International Educational Cinematographic Institute.

These reasons shall be communicated by the International Educational Cinematographic Institute to the Governments of the States Parties to the Convention.

Article X.

The High Contracting Parties undertake jointly to consider means of reducing to a minimum the restrictions which might interfere with the international circulation of the educational films referred to in Article I.

Article XI.

Disputes as to the interpretation or application of the present Convention, except the clauses of Articles V, VIII and IX, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If the High Contracting Parties between which a dispute has arisen, or any one of them, are not parties to the Protocol dated December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall, if they so desire, be submitted, in accordance with the constitutional rules of each of them, either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal established in conformity with the Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to any other arbitral tribunal.

Article XII.

The High Contracting Parties shall communicate to the International Educational Cinematographic Institute within six months following the coming into force in their territories of the present Convention:

(a) The names of the organisations entitled to grant exemption from Customs duties in accordance with Article V;

(b) The measures taken to ensure the execution of the provisions of the present Convention.

The International Educational Cinematographic Institute shall communicate to the High Contracting Parties the information referred to in paragraphs (a) and (b) of this Article.

Article XIII.

The Governing Body of the International Educational Cinematographic Institute shall draw up regulations concerning the procedure to be followed by it in order to carry out the present Convention and the fees to be charged by it for issuing certificates in accordance with Article IV and publishing the catalogue referred to in Article VII. These regulations, including the form of the certificate and the fees to be charged, shall be submitted for approval to the Council of the League of Nations.

Article XIV.

The present Convention, of which both the French and English texts shall be authentic, may be signed at any time before April 11th, 1934, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for this purpose.

Article XV.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'article XIV, en indiquant la date à laquelle ce dépôt aura été effectué.

Article XVI.

A partir du 12 avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

Article XVII.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que les ratifications ou adhésions auront été déposées au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article XIV, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article XVIII.

La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article XVII. Elle entrera alors en vigueur.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article XIX.

1. La présente Convention pourra être dénoncée à l'expiration d'une période de trois années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la Convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres, visés aux articles XIV et XVI, de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

3. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification.

Article XX.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article XIX, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

Article XV.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the deposit thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article XIV, including the date at which such deposit has been effected.

Article XVI.

On and after April 12th, 1934, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify such deposit and the date thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article XVII.

The Secretary-General of the League of Nations will draw up a procès-verbal when the ratifications or accessions of five Members of the League of Nations or non-member States have been received.

A certified true copy of this procès-verbal shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League and to all non-member States mentioned in Article XIV.

Article XVIII.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the procès-verbal mentioned in Article XVII. It will come into force on that date.

In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article XIX.

1. The present Convention may be denounced after the expiration of a period of three years from the date at which it comes into force.

2. The denunciation of the Convention shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Articles XIV and XVI of each notification and of the date of the receipt thereof.

3. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification.

Article XX.

1. Any High Contracting Party may declare, at the time of signature, ratification or accession, that, in accepting the present Convention, he is not assuming any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to him; the present Convention shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that he desires the present Convention to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. The Convention shall, in that case, apply to all the territories named in such notification ninety days after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of three years provided for in Article XIX, declare that he desires the present Convention to cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to him. The Convention shall, in that case, cease to apply to the territories named in such declaration six months after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and to the non-member States the declarations and notifications received in virtue of the present Article, together with the dates of the receipt thereof.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires sus-
mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le onze octobre mil neuf cent
trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera
conservé dans les archives du Secrétariat de la
Société des Nations et dont copie certifiée
conforme sera remise à tous les Membres de la
Société et aux Etats non membres, visés à
l'article XIV.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned
Plenipotentiaries have signed the present Con-
vention.

DONE at Geneva the eleventh day of October
one thousand nine hundred and thirty-three,
in a single copy, which shall be preserved in
the archives of the Secretariat of the League
of Nations and of which a certified true copy
shall be delivered to all the Members of the
League and to non-member States, referred
to in Article XIV.

ALBANIE

Lec KURTI.

ALBANIA

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU
NORD

GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britan-
nique non Membres séparés de la Société des
Nations.

and all parts of the British Empire which are
not separate Members of the League of Nations.

Douglas H. HACKING.

INDE

INDIA

Under the terms of Article XX of this Convention, I declare that
my signature is not binding as regards the enforcement of its provisions
in the territories in India of any Prince or Chief under the suzerainty
of His Majesty.¹

Brojendra Lal MITTER

¹ *Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :*

Conformément aux termes de l'article XX de cette Convention, je déclare, en ce qui concerne l'application de ses dispositions, que ma signature n'engage pas les territoires de l'Inde appartenant à un Prince ou Chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté.

FINLANDE

Rudolf HOLSTI.

FINLAND

GRÈCE

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS.

GREECE

ITALIE

Giovanni Cesare MAJONI

ITALY

NICARAGUA

T. F. MEDINA

NICARAGUA

PANAMA

R. A. AMADOR

PANAMA

SUISSE

C. GORGÉ

SWITZERLAND

URUGUAY

Alfredo DE CASTRO

URUGUAY

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général:

For the Secretary-General:

Conseiller juridique du Secrétariat.

Legal Adviser of the Secretariat.

